Séance du 18 décembre 2023

Présents : M. J-M.DUPONT, Bourgmestre-Président ;
MM F.van HOUT, D.DRAUX, A. MALOU, ~~I.URBAIN~~, B. CROMBEZ ,
Echevins ;
M. J. DONFUT, Président du CPAS ;
MM. G. STIEVENART, P. DEBAISIEUX, ~~F.URBAIN~~, D.CICCONE,
C. FONCK, M. DISABATO, F.DESPRETZ, C. DUFRASNE, M.
DELIGNE, J. DUFRANE, S. DIEU, ~~G. CACCIAPAGLIA~~, A. MAHY,
M. HOGNE, J. SOTTEAU, ~~A. GRIGOREAN~~, ~~S. LELEUX~~, D. BUTERA,
D. GROUSELLE, L. RIFAUT Conseillers Communaux ;
Me. V. FERREIRA RODRIGUES, Directrice Générale

Monsieur le Bourgmestre ouvre la séance et excuse l'absence de Mesdames URBAIN et LELEUX ainsi que de Messieurs URBAIN, CACCIAPAGLIA et GRIGOREAN.

Il informe ensuite l'Assemblée qu'il retire de l'ordre le jour le point 6, à savoir : Restructuration et modification des conditions d'accès du dispositif de la maternité commerciale « NOVACENTRE ». En effet, le Collège a questionné l'Administration des fonds structurels, une réponse était espérée avant le Conseil, elle n'est toujours pas parvenue, dès lors, par prudence, le point est retiré en attendant la réponse.

Monsieur le Président aborde ensuite l'ordre du jour :

IDEA - Assemblée Générale ordinaire du 20 décembre 2023

L'IDEA tiendra son Assemblée Générale ordinaire le 20 décembre 2023.

Ordre du jour :

1. Evaluation 2023 du Plan stratégique IDEA 2023-2025 - Approbation.

Sur proposition du Collège Communal, l'Assemblée,

D E C I D E :

PAR 15 VOTES "POUR" (PS - MR - PTB) (J-M.DUPONT, F.van HOUT, D.DRAUX, A. MALOU, B. CROMBEZ, J. DONFUT, , D.CICCONE, C. DUFRASNE, M. DELIGNE, J. DUFRANE, S. DIEU, A. MAHY, D. BUTERA, D. GROUSELLE, L. RIFAUT)

ET 7 ABSTENTIONS (BE FRAMERIES) (G. STIEVENART, P. DEBAISIEUX, C. FONCK, M. DISABATO, F.DESPRETZ, M. HOGNE, J. SOTTEAU)

Article unique :

D'approuver l'évaluation 2023 du Plan stratégique IDEA 2023-2025.

La délibération requise est adoptée.

CHUPMB - Assemblées Générales ordinaire et extraordinaire du 21/12/23

Le CHU PMB tiendra ses Assemblées Générales Ordinaire et extraordinaire le 21 décembre 2023

Ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire :

Points soumis à l'approbation de l'ensemble des actionnaires de l'Intercommunale :

AGO.23-23 Approbation du procès-verbal de la séance du 29 juin 2023.

AGO.23-24 Approbation de l'évaluation à la fin de l'année 2023 du plan stratégique 2023-2025 de l'Intercommunale.

Point soumis à l'approbation des actionnaires du secteur A :

AGO.23-25 Approbation du budget de fonctionnement du Secteur A de l'Intercommunale pour l'exercice 2024.

Point soumis à l'approbation des actionnaires du secteur B :

AGO.23-26 Approbation du budget de fonctionnement du Secteur B de l'Intercommunale pour l'exercice 2024.

Point soumis à l'approbation des actionnaires du secteur C :

AGO.23-27 Approbation du budget de fonctionnement du Secteur C de l'Intercommunale pour l'exercice 2024.

Points soumis à l'approbation de l'ensemble des actionnaires de l'Intercommunale :

AGO.23-28 Démission de Madame Guiseppina NINFA de son mandat d'administrateur du CHUPMB à dater du 26/05/2023.

AGO.23-29 Démission de Monsieur Steve WILLEMS de son mandat d'administrateur du CHUPMB, avec effet au 01/07/2023.

AGO.23-30 Désignation de Monsieur Giuseppe SCINTA en qualité d'administrateur issu de la commune de Colfontaine à dater du 20/09/2023.

AGO.23-31 Désignation de Monsieur Jean-Paul DEPLUS en qualité d'administrateur issu de la Ville de Mons à dater du 20/09/2023.

AGO.23-32 Désignation de Monsieur Fabio RICCOBENE en qualité d'administrateur issu de la Ville de Mons à dater du 20/09/2023.

AGO.23-33 Désignation de Monsieur Pascal LAFOSSE en qualité d'administrateur issu de la Province de Hainaut à dater du 20/09/2023.

AGO.23-34 Désignation de Monsieur Jean-Pierre FERRARI en qualité d'administrateur indépendant à dater du 20/09/2023.

AGO.23-35 Démission de Monsieur Jean DUCOBU de son mandat d'administrateur du CHUPMB à dater du 15/11/2023.

Ordre du jour de l'Assemblée Générale Extraordinaire :

Points soumis à l'approbation de l'ensemble des actionnaires de l'Intercommunale :

AG EXT.23-21 Approbation du procès-verbal de l'Assemblée générale extraordinaire du 29 juin 2023.

AG EXT.23-22 Modification des statuts de l'Intercommunale CHUPMB.
Rapport du Conseil d'Administration établi conformément à :

- L'article 6:86 du Code des sociétés et des associations en vue de la modification de l'objet de l'intercommunale CHUPMB ;
 - L'article 6 :87 du Code des sociétés et des associations en vue de la modification des droits attachés aux classes d'actions.
- Rapport attesté par le réviseur, dans le rapport d'évaluation à l'Assemblée générale portant sur les données comptables et financières contenues dans le rapport du Conseil d'administration dans le cadre de la modification des droits attachés aux classes d'actions.
- AG EXT.23-23 Coordination des statuts de l'Intercommunale CHUPMB.

Sur proposition du Collège Communal, l'Assemblée,

D E C I D E :

PAR 15 VOTES "POUR" (PS - MR - PTB) (J-M.DUPONT, F.van HOUT, D.DRAUX, A. MALOU, B. CROMBEZ, J. DONFUT, , D.CICCONE, C. DUFRASNE, M. DELIGNE, J. DUFRANE, S. DIEU, A. MAHY, D. BUTERA, D. GROUSELLE, L. RIFAUT)

ET 7 ABSTENTIONS (BE FRAMERIES) (G. STIEVENART, P. DEBAISIEUX, C. FONCK, M. DISABATO, F.DESPRETZ, M. HOGNE, J. SOTTEAU)

Article 1 :

D'approuver tous les points mis à l'ordre du jour des 2 Assemblées, à savoir :

Ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire :

Points soumis à l'approbation de l'ensemble des actionnaires de l'Intercommunale :

AGO.23-23 Approbation du procès-verbal de la séance du 29 juin 2023.

AGO.23-24 Approbation de l'évaluation à la fin de l'année 2023 du plan stratégique 2023-2025 de l'Intercommunale.

Point soumis à l'approbation des actionnaires du secteur A :

AGO.23-25 Approbation du budget de fonctionnement du Secteur A de l'Intercommunale pour l'exercice 2024.

Point soumis à l'approbation des actionnaires du secteur B :

AGO.23-26 Approbation du budget de fonctionnement du Secteur B de l'Intercommunale pour l'exercice 2024.

Point soumis à l'approbation des actionnaires du secteur C :

AGO.23-27 Approbation du budget de fonctionnement du Secteur C de l'Intercommunale pour l'exercice 2024.

Points soumis à l'approbation de l'ensemble des actionnaires de l'Intercommunale :

AGO.23-28 Démission de Madame Guiseppina NINFA de son mandat d'administrateur du CHUPMB à dater du 26/05/2023.

AGO.23-29 Démission de Monsieur Steve WILLEMS de son mandat d'administrateur du CHUPMB, avec effet au 01/07/2023.

AGO.23-30 Désignation de Monsieur Giuseppe SCINTA en qualité d'administrateur issu de la commune de Colfontaine à dater du 20/09/2023.

AGO.23-31 Désignation de Monsieur Jean-Paul DEPLUS en qualité d'administrateur issu de la Ville de Mons à dater du 20/09/2023.

AGO.23-32 Désignation de Monsieur Fabio RICCOBENE en qualité d'administrateur issu de la Ville de Mons à dater du 20/09/2023.

AGO.23-33 Désignation de Monsieur Pascal LAFOSSE en qualité d'administrateur issu de la Province de Hainaut à dater du 20/09/2023.

AGO.23-34 Désignation de Monsieur Jean-Pierre FERRARI en qualité d'administrateur indépendant à dater du 20/09/2023.

AGO.23-35 Démission de Monsieur Jean DUCOBU de son mandat d'administrateur du CHUPMB à dater du 15/11/2023.

Ordre du jour de l'Assemblée Générale Extraordinaire :
Points soumis à l'approbation de l'ensemble des actionnaires de l'Intercommunale :

AG EXT.23-21 Approbation du procès-verbal de l'Assemblée générale extraordinaire du 29 juin 2023.

AG EXT.23-22 Modification des statuts de l'Intercommunale CHUPMB.
Rapport du Conseil d'Administration établi conformément à :

- L'article 6:86 du Code des sociétés et des associations en vue de la modification de l'objet de l'intercommunale CHUPMB ;
- L'article 6 :87 du Code des sociétés et des associations en vue de la modification des droits attachés aux classes d'actions.

Rapport attesté par le réviseur, dans le rapport d'évaluation à l'Assemblée générale portant sur les données comptables et financières contenues dans le rapport du Conseil d'administration dans le cadre de la modification des droits attachés aux classes d'actions.

AG EXT.23-23 Coordination des statuts de l'Intercommunale CHUPMB.

Article 2 :

De charger ses délégués de rapporter auxdites Assemblées générales la proportion des votes intervenus au sein du Conseil en date du 26 juin 2023

Article 3 :

De charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

D'adresser copie de la présente délibération à l'intercommunale CHUPMB.

La délibération requise est adoptée.

HYGEA - Assemblée Générale du 21 décembre 2023

L'HYGEA tiendra son Assemblée Générale le 21 décembre 2023

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du rapport d'évaluation 2023 du plan stratégique 2023-2025;

Sur proposition du Collège Communal, l'Assemblée,

D E C I D E :

PAR 15 VOTES "POUR" (PS - MR - PTB) (J-M.DUPONT, F.van HOUT, D.DRAUX, A. MALOU, B. CROMBEZ, J. DONFUT, , D.CICCONE, C. DUFRASNE, M. DELIGNE, J. DUFRANE, S. DIEU, A. MAHY, D. BUTERA, D. GROUSELLE, L. RIFAUT)

ET 7 ABSTENTIONS (BE FRAMERIES) (G. STIEVENART, P. DEBAISIEUX, C. FONCK, M. DISABATO, F.DESPRETZ, M. HOGNE, J. SOTTEAU)

Article 1er :

D'approuver le rapport d'évaluation 2023 du plan stratégique 2023-2025;

La délibération requise est adoptée.

C.I.S.C.H - Assemblée Générale Ordinaire du 21 décembre 2023

Le CISCH tiendra son Assemblée Générale ordinaire le jeudi 21 décembre 2023.
Les délibérations de cette Assemblée générale ordinaire porteront sur l'ordre du jour suivant :

1. Nomination des scrutateurs.
2. Fixation des cotisations des associés (Communes et Province du Hainaut) pour l'année 2024 - Prise d'acte.
3. Prévisions budgétaires 2024 - Approbation.
4. Plan stratégique 2024 - Approbation.
5. Rapport du Comité d'audit – Approbation.
6. Désignation d'un réviseur d'entreprises commissaire aux comptes pour les années 2023 – 2024 et 2025.
7. Approbation du procès-verbal de la présente séance.

Sur proposition du Collège Communal, l'Assemblée,

D E C I D E :

PAR 15 VOTES "POUR" (PS - MR - PTB) (J-M.DUPONT, F.van HOUT, D.DRAUX, A. MALOU, B. CROMBEZ, J. DONFUT, , D.CICCONE, C. DUFRASNE, M. DELIGNE, J. DUFRANE, S. DIEU, A. MAHY, D. BUTERA, D. GROUSELLE, L. RIFAUT)

ET 7 ABSTENTIONS (BE FRAMERIES) (G. STIEVENART, P. DEBAISIEUX, C. FONCK, M. DISABATO, F.DESPRETZ, M. HOGNE, J. SOTTEAU)

Article 1er :

D'approuver tous les points mis à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale ordinaire

Article 2 :

D'adresser copie de la présente délibération aux responsables du C.I.S.C.H.

La délibération requise est adoptée.

Holding Communal - Assemblée Générale extraordinaire du 22 décembre 2023

Le Holding communal tiendra son Assemblée Générale extraordinaire le 22 décembre 2023.

Ordre du jour :

1. Adoption d'un nouveau texte des statuts afin de les mettre en concordance avec le Code des sociétés et des associations
2. Procuration pour la coordination des statuts
3. Procuration aux liquidateurs pour l'exécution des résolutions prises
4. Procuration pour les formalités

Sur proposition du Collège Communal, l'Assemblée,

D E C I D E :

PAR 15 VOTES "POUR" (PS - MR - PTB) (J-M.DUPONT, F.van HOUT, D.DRAUX, A. MALOU, B. CROMBEZ, J. DONFUT, , D.CICCONE, C. DUFRASNE, M. DELIGNE, J. DUFRANE, S. DIEU, A. MAHY, D. BUTERA, D. GROUSELLE, L. RIFAUT)

ET 7 ABSTENTIONS (BE FRAMERIES) (G. STIEVENART, P. DEBAISIEUX, C. FONCK, M. DISABATO, F.DESPRETZ, M. HOGNE, J. SOTTEAU)

Article 1er :

D'approuver les points mis à l'ordre du jour.

Article 2 :

De faire parvenir la présente délibération au Holding Communal

La délibération requise est adoptée.

Intercommunale LOGIPOLE - Assemblée Générale ordinaire du 22 décembre 2023

L'Intercommunale Logipôle tiendra son Assemblée Générale ordinaire le 22 décembre 2023

Ordre du jour :

AG20 Approbation du procès-verbal de l'Assemblée générale extraordinaire du 29 juin 2023

AG21 Approbation du plan stratégique 2024-2025 de l'intercommunale

AG22 Approbation du budget de fonctionnement 2024

AG23 Désignation de la SRL « DGST & PARTNERS – REVISEURS D'ENTREPRISES » en

qualité de réviseur avec mandat de contrôle des comptes de l'intercommunale pour les exercices comptables 2023, 2024 et 2025

AG24 Approbation de la rémunération des Administrateurs, du Président et de la Vice-Présidente

Sur proposition du Collège Communal, l'Assemblée,

D E C I D E :

PAR 15 VOTES "POUR" (PS - MR - PTB) (J-M.DUPONT, F.van HOUT, D.DRAUX, A. MALOU, B. CROMBEZ, J. DONFUT, , D.CICCONE, C. DUFRASNE, M. DELIGNE, J. DUFRANE, S. DIEU, A. MAHY, D. BUTERA, D. GROUSELLE, L. RIFAUT)

ET 7 ABSTENTIONS (BE FRAMERIES) (G. STIEVENART, P. DEBAISIEUX, C. FONCK, M. DISABATO, F.DESPRETZ, M. HOGNE, J. SOTTEAU)

Article 1er :

D'approuver tous les points de l'ordre du jour, à savoir :

AG20 Approbation du procès-verbal de l'Assemblée générale extraordinaire du 29 juin 2023

AG21 Approbation du plan stratégique 2024-2025 de l'intercommunale

AG22 Approbation du budget de fonctionnement 2024

AG23 Désignation de la SRL « DGST & PARTNERS – REVISEURS D'ENTREPRISES » en

qualité de réviseur avec mandat de contrôle des comptes de l'intercommunale pour les exercices comptables 2023, 2024 et 2025

AG24 Approbation de la rémunération des Administrateurs, du Président et de la Vice-Présidente

Article 2 :

De charger ses délégués de rapporter à ladite Assemblée Générale extraordinaire la proportion des votes intervenus au sein du Conseil en date du 27 novembre 2023

Article 3 :

De charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

D'adresser copie de la présente délibération à l'intercommunale LOGIPOLE.

La délibération requise est adoptée.

Rapport sur l'Administration et la situation des affaires de la Commune - 2022/2023

En application de l'article L1122-23 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, le Collège Communal présente le rapport sur l'Administration et la situation des affaires de la Commune relatif à la période du 1^{er} octobre 2022 au 30 septembre 2023.

Monsieur le Bourgmestre remercie tous les services ayant contribué au travail et à l'élaboration du rapport.

Monsieur DEBAISIEUX ajoute qu'il s'agit d'un beau travail, beaucoup plus agréable à lire qu'auparavant. Néanmoins, il y a des erreurs en ce qui concerne les Fabriques d'Eglises.

Madame FONCK voudrait revenir sur un point du rapport relatif à la sécurisation, l'évolution sur 10 ans, le ressenti de la sécurité sur l'ensemble de la Commune. Le rapport montre que le ressenti et l'insécurité sont majorées sur les 10 dernières années, potentiellement en lien avec les événements sur la Commune (problèmes relatifs aux personnes en état d'ivresse, aux bagarres et attroupements de jeunes). Sur 515 répondants, 82 % ont déjà été victimes d'un fait, d'une insécurité vécue à titre personnel dont la majorité concerne les vols ou les dégradations dans les véhicules. La question se pose par rapport à la présence policière, à la caméra et par ailleurs, Madame FONCK fait le lien aussi par rapport à la sécurité aux abords des écoles et la propreté. Au-delà de cette enquête intéressante, elle pense que des actions peuvent être menées en matière de présence sur le terrain, de contacts avec le public. Elle pense qu'il serait intéressant d'avoir un débat par rapport à cela. Ce n'est pas le moment ici mais elle trouve qu'il serait intéressant de faire le point sur ce qui est fait et pas fait et revenir en janvier ou février avec des données objectives ? Monsieur le Bourgmestre lui répond qu'il s'agit d'une enquête relative au sentiment d'insécurité, c'est une enquête réalisée auprès des citoyens avec le plus grand sérieux et sans mettre en doute les réponses qui ont été apportées. Le sentiment ne correspond pas en tous points à la réalité objective qui, elle, se trouve dans les rapports du Collège et du Conseil de Police. Ce sont les rapports répartis par catégorie sur chaque Commune de la zone de police. Une réunion en présence du Procureur du Roi et des services de la police judiciaire fédérale aura lieu en février ou mars.

Monsieur le Bourgmestre dit que les données sont très objectives. Le rapport sera présenté début d'année et il ne voit pas d'inconvénient à ce qu'il soit communiqué aux membres du Conseil qui le demandent. Si à la lumière de ce rapport il y a des points qui nécessitent un débat, il verra l'opportunité de pouvoir en débattre car il y a toute une panoplie de mesures qui existent déjà. Il faut mettre en regard de ce qui figure dans ce rapport la réalité des chiffres. C'est à ce prix qu'il peut y avoir un débat sérieux sur la question.

Madame FONCK attend de pouvoir disposer du rapport mais dit qu'il y a un sentiment d'insécurité qui s'installe depuis un certain temps et pense que c'est quelque chose qui ne doit pas être négligé. Il faut oser se poser des questions sur les mesures qui peuvent être apportées. C'est cela qui l'intéresse.

Monsieur le Bourgmestre dit qu'il s'agit de données publiques et que si Madame FONCK veut avoir les chiffres année par année, mois par mois ou jour par jour, tout est là, il n'y a aucun souci. Les données sont disponibles et peuvent être partagées. Monsieur DISABATO peut partager en partie ce que Monsieur le Bourgmestre dit mais là où Madame FONCK a raison, c'est de savoir combien de personnes ne vont pas à la police pour déclarer un fait ? Il y a des gens dans des quartiers qui n'osent pas aller à la police car ils ont peur des représailles, d'autres qui subissent des violences conjugales mais qui n'osent en parler. Il faut être dans la nuance et il ne faut donc pas se baser uniquement sur les chiffres des faits déclarés car ces chiffres ne disent pas tout.

Monsieur le Bourgmestre dit qu'au-delà de l'enquête, il y a des réalités cachées ou méconnues qu'il faut ajouter et mettre en comparaison avec les chiffres réels qui sont communiqués à la Police. Monsieur DISABATO fait référence à la violence intrafamiliale mais Monsieur le Bourgmestre lui répond qu'il y a des campagnes permanentes ainsi qu'un travail de fond qui est réalisé au sein du VIF borain pour créer des espaces où les personnes pourront se présenter sans se rendre directement à la police, cela permet une prise en charge psychosociale. Alors est-ce que tous les cas sont traités ? Personne ne le sait mais le maximum est fait par rapport aux dispositifs, des outils sont créés. Le débat est ouvert, il s'agit d'un sujet important. Des personnes qualifiées peuvent aussi y être associées comme la police, et ce, pour qu'il puisse y avoir un regard d'expert. Monsieur le Bourgmestre dit qu'en tant que mandataire, il y a un rôle à jouer et il faut donner aux institutions les moyens de fonctionner.

Sur proposition du Collège Communal, l'Assemblée, à l'unanimité des membres présents, à savoir ;

J-M.DUPONT, F.van HOUT, D.DRAUX, A. MALOU, B. CROMBEZ, J. DONFUT, G. STIEVENART, P. DEBAISIEUX, D.CICCONE, C. FONCK, M. DISABATO, F.DESPRETZ, C. DUFRASNE, M. DELIGNE, J. DUFRANE, S. DIEU, A. MAHY, M. HOGNE, J. SOTTEAU, D. BUTERA, D. GROUSELLE, L. RIFAUT

D E C I D E :

Article 1er :

De prendre acte du rapport sur l'Administration et la situation des affaires de la Commune.

La délibération requise est adoptée.

Budget 2024 - Vote

Le Collège communal propose au Conseil communal de voter les budgets ordinaire et extraordinaire de 2024.

Monsieur le Bourgmestre dit qu'il s'agit du dernier budget de la mandature. Il s'élève à +/- 33.770.000 €. Il donne toutes les informations y relatives. Il reste un bas de laine de +/- 6.000.000 €.

Les grands chiffres des recettes :

Le fonds des Communes augmente légèrement mais beaucoup moins que les prescriptions communiquées en 2022 par les administrations wallonnes, d'où, une perte significative qu'il faut endosser. C'est une évolution de 3% alors que normalement cela pouvait atteindre 12%

L'IPP : diminution de 6% car l'inscription à l'IPP en 2023 portait sur 14 mois de recettes et non sur 12. Il y a donc un décalage par rapport aux indexations. Elles seront répercutées dans les mois qui viennent sur les recettes

Précompte immobilier : augmentation de 7% qui est une bonne nouvelle. Beaucoup de dossiers sont en cours au service urbanisme, et les prévisions pour les années à venir seront encore meilleures, c'est une nouvelle dynamique d'investissements qui s'installe dans la Commune.

Au niveau des dépenses de personnel, il y a une augmentation de plus ou moins 875.000 € par rapport à 2023 car il y a eu une indexation en décembre qui est reportée à 100% au budget 2024 ainsi qu'une imposition d'inscrire les index qui auront lieu en mai et en novembre.

Pour ce qui concerne les dépenses de transfert :

Elles sont en augmentation pour la zone de secours, la zone de police et le CPAS (indexations)

En fonctionnement, il y a également une augmentation de 3,5% due au coût énergétique qui est maîtrisée suite aux efforts quotidiens

Les dossiers importants du budget extraordinaire :

- Réfection de la rue Franklin Roosevelt
- Ecole de Sars qui va être complètement rénovée
- Piste cyclable Frameries – Dour
- Rue du Grenadier
- Rue Alfred Defuisseaux
- Parc urbain de l'Agrappe
- RSB
- Parc de La Bouverie

En conclusion, Monsieur le Bourgmestre dit que la dernière année de la mandature va être entamée avec 6 millions d'euros de réserve, ce qui est un point positif. Dans ce dernier budget, au niveau de la fiscalité communale, rien n'a changé malgré les crises financière et énergétique, malgré le Covid. Il remercie ensuite les services qui ont réalisé un beau travail.

Monsieur DISABATO remercie le Bourgmestre et les services communaux surtout pour la rédaction de la note budgétaire qui a été appréciée par l'ensemble du Conseil. Il ajoute que par rapport à la situation globale, il y a des revenus qui sont incertains, les dotations ne sont pas rabaissées. Au niveau de la dotation communale, il y a des critères. Il y a un travail d'analyse à faire ligne par ligne pour essayer d'atteindre les critères qui permettent de réaugmenter le budget. Il y a tout l'enjeu des pensions, de l'indexation des salaires et on ne peut dire qu'il n'y a pas eu des moyens supplémentaires. Monsieur DISABATO dit qu'il ne connaît pas une seule instance qui n'ait pas de problèmes budgétaires à un certain moment. Il y a une augmentation de la zone de police et de secours mais des provisions ont aussi été utilisées. Le prescrit des règles budgétaires est respecté mais ce sont des montants virtuels à un certain moment. Il a déjà demandé qu'il y ait une plus grande impunité par rapport à certains faits. Au niveau de la consommation énergétique, les prix ont diminué mais il y a d'abord eu une augmentation et ensuite une diminution.

Monsieur DISABATO ajoute ensuite que la Commune s'est redésignée une fonction, un DGA. Une DGA a été désignée dernièrement car Philippe WILPUTTE était presque à la retraite, donc c'était normal mais est-ce encore nécessaire actuellement ? Il pourrait y avoir une économie. Au niveau d'IRSIA, il y a un trop perçu de la Commune, c'est un montant important. Au niveau de la sécurité, des mesures sont prévues mais il y a des choses qui viennent un peu tard, notamment les incivilités sanctionnées. Pour ce qui concerne les nuisances sociales, où tout est centré sur les gardiens de la paix qui font un travail appréciable, il faut reconnaître qu'ils n'ont pas toujours les outils et ils n'ont pas de pouvoir de coercition ; Monsieur

DISABATO pense qu'à ce niveau-là il faut aussi des accompagnements au niveau de la police car ce n'est pas aux gardiens de la paix d'intervenir au niveau des agressions. Par rapport à la cybercriminalité, tout une série de personnes se font arnaquer, même au niveau communal, il faut donc être présents également sur ce volet. Pour ce qui est des partenariats locaux de prévention, Monsieur DISABATO dit que rien n'a été fait, il faut mettre en place un système permettant une meilleure interaction avec la commune. Il faut que les citoyens soient informés et il faut un contact direct avec les agents de quartier. Au niveau urbanisme, que ce soit le schéma de développement communal ou le guide de l'urbanisme, il ne voit rien venir alors que les montants sont budgétés. Pour l'isolation des bâtiments, des personnes demandent de pouvoir déroger (crépis), il y a deux poids deux mesures. Il y a des gens qui ne demandent pas de permis et celui qui en demande un, on lui refuse, en terme d'équité, cela ne va pas.

Au niveau de la mobilité électrique, il y a une volonté d'aller dans ce sens mais il faut reconnaître qu'il est difficile d'installer des bornes quand les maisons sont en mitoyenneté. Pour une maison 4 façades, cela est facile. Il y a pourtant des gens qui veulent investir. Il faut que la Commune ait une vraie ligne directrice.

Au niveau des sports, il y a des investissements au niveau du RSB. Il faut attirer l'attention par rapport à la JSLB qui est en difficulté financière, il faut donner un coup de main à ces gens via un subside exceptionnel si on veut les garder sur la Commune. Il faut dégager un budget de 5.000 € pour pouvoir les laisser sortir la tête hors de l'eau. Au niveau du bénévolat, il faudrait aller les aider, soit au niveau sponsoring. Une personne par groupe politique pourrait être désignée pour les aider, il faudrait avoir une discussion par rapport à cela.

Cabinet du Bourgmestre, 2 personnes, qui est la deuxième ?

Au niveau de l'extraordinaire, en terme de priorité, Monsieur DISABATO ne voit pas clair. Au niveau de la mobilité, il est prévu de faire une révision du plan communal de mobilité. Il faut un plan intercommunal de mobilité car il y a un vrai problème en terme de circulation dans Frameries. Ensuite, il est déçu par rapport aux aires de jeux, il en voulait beaucoup plus notamment où il y a des maisons qui n'ont pas de jardin.

Parc de La Bouverie, c'est un très beau projet mais rien ne sera fait au cours de cette mandature alors qu'il s'agissait d'une promesse.

Propreté, des choses ont été faites mais il y a toute une série de points qui posent problème.

Il souhaite, pour les personnes qui en ont besoin, qu'il y ait un service qui se déplace à domicile.

Monsieur le Bourgmestre répond à Monsieur DISABATO. Il dit qu'il s'agit d'une période difficile, également pour le monde communal. Malgré cela, il y a eu beaucoup d'investissements réalisés depuis le début de la mandature, et ce, malgré le Covid, la crise énergétique, ... Les finances publiques sont saines et la fiscalité communale n'a pas été touchée. Une réserve financière a été constituée, elle sera utilisée en cas de besoin.

Au niveau des amendes administratives, il faut pouvoir travailler sur la délinquance environnementale et de roulage. Du personnel a été engagé et est habilité à sanctionner. A cela s'ajoute les caméras. Des procès-verbaux ont été dressés car les contrevenants ont pu être identifiés. Les contrevenants seront aussi pénalisés pour l'enlèvement des immondices donc pour certains, cela va coûter cher.

Monsieur le Bourgmestre ajoute que les gardiens de la paix ont des fonctions bien définies et font plus que ce qui leur est demandé. Concernant le fait de faire un binôme avec la police, cela est difficile à mettre en œuvre.

Pour la rue Roosevelt, Monsieur le Bourgmestre l'invite à examiner ce qui a été fait depuis plus de 15 ans. Tout ce qui est du côté de la rue des Alliés a été refait et puis ils ont avancé vers la rue Alfred Defuisseaux et l'Agrappe. A Frameries, depuis 15 ans, le centre urbain est requalifié, mais tout ne peut être fait en même temps.

Monsieur DRAUX ajoute que la Région Wallonne est en train de revoir le schéma de développement territorial et cela va influencer le schéma de développement communal. Des réunions ont déjà eu lieu et l'auteur de projet y travaille. Dans la foulée, il est prévu de revoir le guide communal d'urbanisme qui doit respecter les impositions du SDT et du SDC.

Monsieur DRAUX répond ensuite à Monsieur DISABATO par rapport au refus des permis. Il dit que plus de 150 permis ont été sollicités dont 23 pour la rénovation de l'enveloppe extérieure des bâtiments, et ils ont reçu une suite favorable donc dire qu'il y a énormément de refus est faux.

Au niveau du plan de mobilité, nous sommes en plein avancement avec l'auteur de projet. Une réunion a eu lieu dernièrement, et on attend le rapport final avec les pistes qui seront dégagées pour fluidifier le trafic, tout en sachant que l'on ne peut faire de miracle vu la présence de deux routes régionales qui traversent Frameries en son centre.

Monsieur le Bourgmestre dit que pour IRSIA, le Collège a inscrit la somme telle que cela a été demandé. L'Assemblée Générale de cette semaine va décider et en fonction, la somme sera portée en MB.

Madame van HOUT dit qu'un PLP est un Partenariat Local de Prévention. C'est un accord de collaboration entre les citoyens et la police locale au sein d'un quartier déterminé, ce qui veut dire que la Commune n'a pas la main sur les choses qui se développent. Elle joue un rôle de facilitateur dans la mise en place. La police propose de commencer par un quartier tranquille. Plusieurs quartiers ont été sélectionnés et il convient d'en retenir un. Une réunion doit encore avoir lieu où Madame van HOUT répercutera l'intervention de Monsieur DISABATO pour faire accélérer les choses. Pour ce qui concerne les PMR, le service a domicile existe déjà mais il faut bien entendu en faire la demande.

Monsieur MALOU prend la parole. Tout d'abord, au niveau de la JSLB, effectivement, il faut savoir que le Collège est bien attentif à la situation et est conscient des difficultés rencontrées par le club. Des rencontres avec eux ont lieu régulièrement avec Madame van HOUT qui est Présidente de la RCA. La salle

omnisport est une salle fonctionnelle où la JSLB peut bénéficier d'une des plus belles surfaces de la région. L'année dernière, un subside de 2.500 € leur a déjà été octroyé et il leur a été permis de pouvoir étaler le paiement de la location sur plusieurs mois. Un subside de 2.500 € a également été mis au budget 2024. Au niveau des stages, un montant de 400 € pour 2 jours et 800 € pour une semaine sont attribués, ce qui n'est pas négligeable non plus. Le service des sports est à la disposition du club. Monsieur MALOU ajoute qu'il leur a également été conseillé d'aller chercher des subsides à l'ADEPS. De plus, ils bénéficient de la gratuité du matériel communal pour leurs activités. Le 15 août, ils ont bénéficié d'une buvette avec des bénévoles pour aller chercher des moyens financiers. A un moment donné, quand on voit que l'on rencontre des difficultés, et qu'il y a des ressources interne intéressantes, il faut pouvoir s'ouvrir. Le club doit fédérer les forces vives.

Concernant les aires de jeux, Monsieur MALOU dit qu'il y en a 4 sur la mandature qui ont vu ou verront le jour : au Parc d'Attre, à Calmette, à l'Agrappe et au parc de La Bouverie.

Pour ce qui concerne le Parc de La Bouverie, il dit que les choses prennent du temps car il y a eu la participation citoyenne (tant pour l'Agrappe que pour La Bouverie). Il a fallu collecter les résultats de l'enquête. Il a été décidé au Collège d'introduire un permis global mais il y aura des phases. Il faut maintenant chercher les subsides. Différentes phases sont donc prévues dont la première qui débutera en 2024.

Monsieur MALOU dit qu'au niveau de la propreté publique, il y a eu une nette amélioration, c'est le reflet du plan communal de propreté (réunions de coordination avec les agents de terrain, sensibilisation dans les écoles). Ce plan a joué un rôle important et il faut aller au maximum par rapport à la répression. Il y aura l'acquisition de cendriers urbains, de bulles à verres enterrées dans chaque nouveau projet, des poubelles à tri dans les écoles.

Monsieur MALOU remercie ensuite les agents de terrain et les ouvriers communaux qui n'hésitent pas à intervenir au plus vite.

Monsieur le Bourgmestre reprend la parole et précise que l'on a vécu une mandature particulière, 2 années de Covid, il reste un an jusqu'à l'installation du nouveau conseil. Tout ce qui a été fait, l'a été sur un temps réduit de 1/3, ce n'est pas rien. Il comprend qu'à l'approche des élections, que les propos soient critiques mais il y a des réalités qui se sont imposées et que l'on ne pouvait pas prévoir les conséquences sur les économies. C'est un travail acharné de l'Administration et une volonté entre le Collège et la majorité de continuer. Pour ce qui est du cabinet du Bourgmestre, il y a aujourd'hui un 0,5 équivalent temps plein alors que la Région en prévoit 2 donc uniquement ¼ utilisé.

Monsieur DISABATO admet que le Covid n'a pas échappé mais dire que 2 ans ont été perdus, c'est faux. Donc pendant 2 ans on n'a rien pu faire ?

Monsieur le Bourgmestre répond qu'un travail normal n'a pu être fait pendant 2 ans.

Monsieur MALOU dit qu'il s'agit d'une rénovation de voirie qui demande des rénovations complètes, on ne peut comparer cela avec une rue où il ne faut qu'un raclage pose.

Monsieur DISABATO souhaite obtenir la note qui détermine les travaux de voirie.

Monsieur le Bourgmestre rappelle que tous les dossiers passent au Conseil et que tout le monde a reçu la note de 29 pages accompagnant le budget.

Monsieur DISABATO revient sur les problèmes de crépis et d'urbanisme. Il dit qu'à certain, on dit non pour le ton. Certains ne demandent pas de permis et là, on ne dit rien, il y a un vrai problème ainsi qu'au niveau du PLP.

Madame van HOUT lui répond par rapport au PLP. Elle dit que ce sont les services de police qui doivent mettre cela en place et qu'il n'y a pas de service supplémentaire à créer au sein de la Commune. Une réunion aura lieu pour expliquer le projet aux citoyens. Le Covid a ralenti beaucoup de choses et cela est l'exemple type. Madame van HOUT a besoin de la collaboration de la police pour ce faire.

Monsieur DISABATO dit que concrètement, rien n'a été fait, il dit que en deux ans, on peut quand même faire une expérience pilote et qu'il n'y a pas . Par rapport à la JSLB, il dit que ce sont des gens de bonne volonté qui peuvent faire des erreurs, ils sont toujours en difficulté donc une contribution des uns et des autres peut les aider (sponsors,...). Il faut se mettre autour de la table et en discuter. Par rapport aux aires de jeux, il y en a à l'Agrappe, au parc d'Attre, à Calmette,...mais qu'en est-il sur Eugies, Sars, qu'en est-il de la répartition géographique. Au niveau du Parc de La Bouverie, Monsieur DISABATO dit qu'il n'y a aucune volonté de mettre le projet en place car ce n'est pas la priorité. Au niveau de la propreté, Monsieur DISABATO a félicité sur le fait qu'il y avait un début par rapport à Achille mais il faudrait un suivi plus fort. Au niveau de Toit et Moi, on est passé de 813 logements à 789, ce qui fait une diminution de 40 logements. Il y avait 24 logements inoccupés en 2022 contre 58 en 2023. Il y a donc un travail à faire par rapport à cela.

Monsieur DRAUX répond que la Société Toit et Moi est occupée de vider le Clos des Hirondelles. En effet, un master plan pour la rénovation complète de la Cité Belle-Vue a été présenté au CA. Fin 2024, le Clos sera vidé complètement d'où la diminution des logements inoccupés. Le master plan comprend 35 logements au Clos des Fauvettes et 24 au Clos des Hirondelles

Monsieur DISABAOT dit que beaucoup de personnes avec des revenus moyens n'ont pas de logement.

La parole est ensuite donnée à Monsieur RIFAUT.

Tout d'abord, il tient à sortir des débats qui ont eu lieu précédemment et revenir sur le budget dans sa globalité. Alors au nom de mon groupe politique, il tient à remercier les services communaux pour les efforts déployés en vue de l'élaboration du budget, ce qui reste un acte politique majeur dans la vie d'une commune.

Ce travail a abouti à l'établissement d'un budget à l'équilibre pour l'année 2024, soulignant au passage un boni de plus de 3 millions d'euros pour l'année 2023. C'est une réalisation significative, d'autant plus remarquable compte tenu des crises auxquelles nous avons dû faire face, l'augmentation du prix de l'énergie et des indexations auxquelles nous avons été confrontés. Du point de vue financier, il pense pouvoir dire que la commune se porte bien et c'est grâce à l'engagement et à la gestion avisées des ressources par les services communaux d'une part et les élus politiques d'autre part.

Par ailleurs, en ce qui concerne le budget en lui-même, il est important de noter que l'intervention s'accroît auprès de certains organismes, et ce, à juste titre. Les coûts liés au personnel, notamment ceux liés aux indexations, ont un impact sur leur budget. Afin de garantir la continuité de leurs services d'utilité publique, ces coûts se doivent d'être répercutés sur les communes. Cela vient alourdir le budget de la commune, certes, mais c'est un mal nécessaire car ces services contribuent significativement au bien-être des citoyens.

Et puis il faut savoir critiquer positivement ce budget car il met également en avant des projets prometteurs qui devraient se concrétiser pour tout ou en partie durant l'année 2024. Que cela soit dans le domaine de l'aménagement urbain, de la mobilité ou en terme d'amélioration des infrastructures scolaires, ces projets de construction, de rénovation et de sécurisation contribueront à l'amélioration du cadre de vie des concitoyens.

En guise de conclusion, Monsieur RIFAUT souhaite une fois de plus remercier les services communaux pour le travail fourni et tient également à souligner les efforts déployés par le collège afin d'atteindre l'équilibre budgétaire et arriver à ses objectifs.

Les chefs de groupe s'expriment également sur le budget en félicitant principalement le personnel communal pour la qualité du dossier.
Le Groupe Be Frameries vote contre le budget, le PTB s'abstient et le PS et le MR votent pour.

Sur proposition du Collège Communal, l'Assemblée,

D E C I D E :

PAR 14 VOTES "POUR" (PS – MR) (J-M.DUPONT, F.van HOUT, D.DRAUX, A. MALOU, B. CROMBEZ, J. DONFUT, , D.CICCONE, C. DUFRASNE, M. DELIGNE, J. DUFRANE, S. DIEU, D. BUTERA, D. GROUSELLE, L. RIFAUT)

7 VOTES CONTRE (BE FRAMERIES) (G. STIEVENART, P. DEBAISIEUX, C. FONCK, M. DISABATO, F.DESPRETZ, M. HOGNE, J. SOTTEAU)

ET 1 ABSTENTION (PTB) (A. MAHY)

Article unique :

D'approuver le projet de budget communal de l'exercice 2024.

La délibération requise est adoptée.

CPAS - Budget 2024 - Approbation

Le CPAS présente son budget 2024. Il a été arrêté par le Conseil de l'Action Sociale en séance du 28 novembre 2023.

L'intervention communale y est de 5.139.835,09 € et correspond au montant budgété par la commune.

Monsieur DONFUT prend la parole et donne toutes les explications par rapport au budget qui s'élève à +/- 41.173.000 € dont les points principaux sont les suivants :

- Renforcement du secrétariat social
- Renforcement du personnel soignant des maisons de repos
- Dépenses de transfert : indexation importante des allocations sociales
- Aide sociale : le nombre de RIS est relativement stable
- Aide énergétique

Monsieur DONFUT met en avant différents projets pour lesquels le CPAS a reçu le financement. Il remercie la qualité du travail des différents services

- Projet « territoire zéro chômeur » visant les quartiers défavorisés avec différents partenaires, 40 emplois seront créés d'ici 2026
- Projet « territoire zéro sans abri », création de 3 tiny house (logements performants au niveau énergétique) sur le site de l'ancienne piscine de La Bouverie
- Le potager social qui consiste à encadrer et former des personnes en décrochage au bio maraichage (14 personnes).
- Rue des Martyrs : le CPAS s'est porté acquéreur du bâtiment des sœurs à la rue des Martyrs et sera transformé en différents logements (création de logements pour familles nombreuses). Ce projet a été freiné car le bâtiment a été mis à disposition pour accueillir des ukrainiens. Beaucoup ont fait le choix de repartir, d'autres bien intégrés vont quitter le logement également. Les travaux débiteront donc en 2024.
- Rénovation énergétique de 2 grands bâtiments du CPAS (bâtiment administratif et bâtiment de la maison de repos des Bosquets).

Monsieur le Bourgmestre remercie Monsieur DONFUT pour l'excellent travail réalisé par les services du CPAS.

Monsieur DISABATO remercie aussi les services par rapport au travail fourni.

Il dit que les paramètres sociaux sont compliqués, l'idée n'est donc pas de financer mais il faut s'appuyer sur les acteurs locaux, les clubs sportifs, ...et rencontrer des besoins qui ne sont pas offerts dans le privé. Dans la note budgétaire, il est indiqué qu'il y aurait, dans le projet zéro chômeur, 4 ouvriers qui travailleraient au niveau de la Commune ainsi que 2 accueillantes. De plus, il souhaite en savoir plus par rapport à la résidence service, il regrette la fermeture, qu'en est-il par rapport aux gens qui y logent, quid de l'accompagnement ? Pourquoi ne pas augmenter les loyers pour voir si les personnes peuvent y rester ? Que va-t-on faire du bâtiment ?

Monsieur DONFUT, par rapport au dossier zéro chômeur, dit qu'il faut définir les besoins de la population en terme de services, ces besoins ne doivent pas être rencontrés ou partiellement, ils peuvent être renforcés. Il y aura un comité de pilotage et en fonction de la définition des besoins, il verra ce qui pourra être enclenché. Il y a déjà un budget prévu mais il faudra voir en fonction de l'analyse, puis il y aura les engagements. A ce stade, rien n'est cadencé.

Au niveau de la résidence service, pas de succès sauf quand les loyers ont diminué drastiquement. Les résidences services sont mises à disposition d'un public bien nanti. Il y a des problèmes pour remplir cette résidence même en diminuant les loyers, les personnes n'arrivent pas à payer. Il a donc été décidé d'arrêter au 30 septembre 2024 et de faire autre chose. Des réunions ont donc été organisées et les notifications ont été envoyées aux résidents qui ont 10 mois de répit pour retrouver un logement ou une autre institution et on est à leur disposition pour tout mettre en œuvre pour leur faciliter la tâche. La majorité des personnes peuvent entrer en maison de repos et ils seront priorités pour y entrer. Il y a un suivi.

Au niveau du bâtiment, des mineurs étrangers non accompagnés, et demandeurs d'asile y auront accès.

Monsieur DISABATO dit qu'il est induit en erreur, le fait qu'il est mis dans la note budgétaire communale qu'il y aurait 4 ouvriers.

Il ajoute enfin que le projet est intéressant mais cela peut être soit une réussite, soit un échec.

Le budget du CPAS est voté à l'unanimité des membres présents.

Sur proposition du Collège Communal, l'Assemblée, à l'unanimité des membres présents, à savoir ;

J-M.DUPONT, F.van HOUT, D.DRAUX, A. MALOU, B. CROMBEZ, J. DONFUT, G. STIEVENART, P. DEBAISIEUX, D.CICCONI, C. FONCK, M. DISABATO, F.DESPRETZ, C. DUFRASNE, M. DELIGNE, J. DUFRANE, S. DIEU, A. MAHY, M. HOGNE, J. SOTTEAU, D. BUTERA, D. GROUSELLE, L. RIFAUT

Article unique : Approuver le budget 2024 du CPAS

La délibération requise est adoptée.

Fabrique d'église Sainte Waudru – modification budgétaire extraordinaire n°2 de 2023 - Approbation

La fabrique d'église Sainte Waudru a déposé en date du 18/09/2023 une modification budgétaire extraordinaire n°2 de 2023.

Un subside extraordinaire de 12.000€ est demandé.

Sur proposition du Collège Communal, l'Assemblée, à l'unanimité des membres présents, à savoir ;

J-M.DUPONT, F.van HOUT, D.DRAUX, A. MALOU, B. CROMBEZ, J. DONFUT, G. STIEVENART, P. DEBAISIEUX, D.CICCONE, C. FONCK, M. DISABATO, F.DESPRETZ, C. DUFRASNE, M. DELIGNE, J. DUFRANE, S. DIEU, A. MAHY, M. HOGNE, J. SOTTEAU, D. BUTERA, D. GROUSELLE, L. RIFAUT

D E C I D E :

Article 1 :

D'approuver la modification budgétaire extraordinaire n°2 de l'église Sainte Waudru.

Article 2 :

De prévoir le montant de 12.000€ à l'article 2 du budget communal 2024.

La délibération requise est adoptée.

Subsides communaux : Espace culturel et social

Lors de l'attribution d'un subside, les budgets, comptes et bilans des organismes subventionnés par la Commune et n'étant pas inscrits nominativement au budget de l'exercice, doivent être soumis à l'approbation du Conseil Communal.

L'organisme suivant n'est pas inscrit nominativement au budget de l'exercice 2023 et a fourni les justificatifs nécessaires à l'octroi du subside.

Aux articles 76103/33202, 76201/33202 et 521/33201

- Espace culturel et social : 5 650 €

Sur proposition du Collège Communal, l'Assemblée, à l'unanimité des membres présents, à savoir ;

J-M.DUPONT, F.van HOUT, D.DRAUX, A. MALOU, B. CROMBEZ, J. DONFUT, G. STIEVENART, P. DEBAISIEUX, D.CICCONE, C. FONCK, M. DISABATO, F.DESPRETZ, C. DUFRASNE, M. DELIGNE, J. DUFRANE, S. DIEU, A. MAHY, M. HOGNE, J. SOTTEAU, D. BUTERA, D. GROUSELLE, L. RIFAUT

D E C I D E :

Article unique :

D'approuver et d'octroyer les subsides à l'Espace culturel et social.

Aux articles 76103/33202, 76201/33202 et 521/33201

- Espace culturel et social : 5 650 €.

La délibération requise est adoptée.

**Nettoyage et évacuation des fientes de pigeons - Eglise Sainte Waudru -
Recours à l'article L1311-5 du CDLD**

En septembre dernier, Mr Larcin, Président de la fabrique d'église, a constaté la présence des pigeons dans le clocher de l'église Sainte Waudru.

A la suite de cette constatation, le service technique a été sollicité afin d'effectuer le nettoyage des fientes, l'assainissement des lieux et l'évacuation des déchets et pigeons morts par une société externe ainsi que l'installation de grillage sur trois

fenêtres qui sont actuellement démunies de protection. c'est en effet à cet endroit que les pigeons ont accès.

A l'issue de cette doléance, le service technique a consulté trois sociétés et seule la société Valor Service Group a remis une offre d'un montant de 10 877.90 € t vac. Il appert que les montants destinés pour cette dépense sont insuffisants au budget 2023.

Vu que les fientes peuvent représenter un risque pour la santé de la population. Les pigeons sont associés à diverses maladies, notamment l'histoplasmose (maladie causée par un champignon qui croît dans les fientes de pigeons) et la cryptococcose, le service technique propose de recourir à l'article L1311-5 du CDLD qui permet de pourvoir a des dépenses réclamées pour des circonstances impérieuses et imprévues, afin de permettre de régulariser cette situation dans les plus brefs délais et de réduire par ce fait le risque de maladie contagieuse.

L'urgence impérieuse tient du fait qu'il faut condamner rapidement l'intrusion des volatiles et supprimer le risque de contamination des maladies dûes aux fientes de pigeons.

L'urgence imprévue tient du fait qu'il est impossible de prévoir l'intrusion des volatiles dans le bâtiment.

Sur proposition du Collège Communal, l'Assemblée, à l'unanimité des membres présents, à savoir ;

J-M.DUPONT, F.van HOUT, D.DRAUX, A. MALOU, B. CROMBEZ, J. DONFUT, G. STIEVENART, P. DEBAISIEUX, D.CICCONI, C. FONCK, M. DISABATO, F.DESPRETZ, C. DUFRASNE, M. DELIGNE, J. DUFRANE, S. DIEU, A. MAHY, M. HOGNE, J. SOTTEAU, D. BUTERA, D. GROUSELLE, L. RIFAUT

D E C I D E :

Article unique :

D'approuver la décision du Collège, en séance du 23 novembre 2023, de recourir à l'article d'urgence afin de permettre le nettoyage et évacuation des fientes de pigeons - Eglise Sainte Waudru par la société Valor Service Group.

La délibération requise est adoptée.

Service Conciliation Ethique - Convention de collaboration 2024

Dans son Programme Stratégique Transversal 2018-2024, la Commune a inscrit un objectif opérationnel 6.3 "Promouvoir la médiation en tant que mode alternatif de règlement des conflits" (action 305 à 308). De ce fait, depuis le 1^{er} juillet 2022, la Commune de Frameries a mis à disposition de ses citoyens, régulièrement confrontés à des litiges interpersonnels civils, le Service de Conciliation Ethique. Pour la période du 1^{er} janvier au 30 novembre 2023, l'ASBL désignée a traité 46 dossiers dans la Commune de Frameries.

Les interventions du Service de Conciliation Ethique sont facturées sur base d'une tarification forfaitaire annuelle de 10.800 € TVAC, qui sera honorée par le paiement de mensualités de 900 € TVAC. Le forfait proposé comprend, quelle que soit la durée

et la difficulté du dossier, les honoraires et les frais administratifs (frais de déplacement, ouverture et constitution du dossier, rédaction de pièces dactylographiées, envoi d'e-mails, visites, échanges téléphoniques, etc). Le Service de Conciliation Ethique établit un rapport d'activité annuel qui comporte le descriptif de chaque dossier, la problématique rencontrée et sa localisation. Le Service de Conciliation Ethique garde son indépendance dans la manière d'appréhender et de solutionner chaque dossier. Tous les 3 mois, celle-ci se déplace à la Commune afin de faire le débriefing des dossiers en cours avec l'échevine en charge, Florence van Hout. La présente convention est valable pour un an.

Sur proposition du Collège Communal, l'Assemblée, à l'unanimité des membres présents, à savoir ;

J-M.DUPONT, F.van HOUT, D.DRAUX, A. MALOU, B. CROMBEZ, J. DONFUT, G. STIEVENART, P. DEBAISIEUX, D.CICCONE, C. FONCK, M. DISABATO, F.DESPRETZ, C. DUFRASNE, M. DELIGNE, J. DUFRANE, S. DIEU, A. MAHY, M. HOGNE, J. SOTTEAU, D. BUTERA, D. GROUSELLE, L. RIFAUT

D E C I D E :

Article 1er :

De reconduire pour l'année 2024 la convention de collaboration avec l'asbl "La Conciliation Ethique", ayant son siège social à la rue Fontaine, 49 à 5650 Yves-Gomezée

Article 2 :

De charger le Service Finance/comptabilité de prévoir les montants adaptés sur l'article 10403/12406.2022 "Prestation de tiers - Médiation"

Article 3:

de prendre les interventions du Service de Conciliation Ethique facturées sur base d'une tarification forfaitaire annuelle de 10.800€ TVAC, paiement de mensualités de 900 € TVAC sur l'article 10403/12406.2022 "Prestation de tiers - Médiation"

La délibération requise est adoptée.

Projet de l'extension du cimetière de Noirchain - Sollicitation de l'avis du Gouverneur provincial - Soumission à l'approbation du Conseil communal.

L'extension d'un cimetière est de la compétence du Conseil communal.

La conception d'un plan d'aménagement portant sur l'extension du cimetière de Noirchain a été élaborée par le service technique en août 2023.

En outre, une demande de permis d'urbanisme avait été octroyée par le SPW-DGO4 en date du 02 février 2012. Cette dernière portait sur la construction d'un mur de clôture du cimetière.

Eu égard au Décret du 06 mars 2009 modifiant le Chapitre II du Titre III du Livre II de la première partie du CDLD relatif aux funérailles et sépultures, tout projet d'extension ou de création d'un cimetière doit faire l'objet d'une demande particulière devant être remise au gouverneur de la province.

L'avis du Gouverneur de la province relève d'un caractère conforme.

Sur proposition du Collège Communal, l'Assemblée, à l'unanimité des membres présents, à savoir ;

J-M.DUPONT, F.van HOUT, D.DRAUX, A. MALOU, B. CROMBEZ, J. DONFUT, G. STIEVENART, P. DEBAISIEUX, D.CICCONE, C. FONCK, M. DISABATO, F.DESPRETZ, C. DUFRASNE, M. DELIGNE, J. DUFRANE, S. DIEU, A. MAHY, M. HOGNE, J. SOTTEAU, D. BUTERA, D. GROUSELLE, L. RIFAUT

D E C I D E :

Article unique :

D'approuver le dossier de la demande relatif à l'extension du cimetière de Noirchain et ce, en vue de sa transmission au gouverneur de la province du Hainaut ;

La délibération requise est adoptée.

Adoption du procès-verbal de la dernière séance

Il s'agit de la séance du 27 novembre 2023. En application de l'Article L1122-16 du code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et, conformément à l'Article 48 du Règlement d'Ordre Intérieur du Conseil Communal, ce document doit être considéré comme adopté s'il n'appelle aucune observation durant la présente séance.

Par le Conseil :
La Directrice Générale,

Le Bourgmestre,

V. FERREIRA RODRIGUES

JM. DUPONT